

L'OPACITÉ FRANÇAISE

Sur le malaise français

Pierre Rosanvallon

Gallimard | « *Le Débat* »

1992/3 n° 70 | pages 190 à 193

ISSN 0246-2346

ISBN 9782070726783

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-1992-3-page-190.htm>

!Pour citer cet article :

Pierre Rosanvallon, « L'opacité française. Sur le malaise français », *Le Débat* 1992/3 (n° 70),
p. 190-193.

DOI 10.3917/deba.070.0190

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pierre Rosanvallon

L'opacité française

Drame ou psychodrame ?

Sur le malaise français

Les Français sont atteints, en tant que citoyens, d'un mal aussi profond qu'opaque. Sur la réalité du trouble et sur les signes auxquels il se trahit, de l'abstention à la montée du Front national et, plus largement, à la désaffection envers les partis traditionnels, l'accord se fait aisément. Sur l'interprétation, en revanche, les avis divergent de façon frappante.

Pour les uns, qui font valoir le niveau de prospérité du pays, en dépit des chiffres du chômage, et la qualité de son personnel politique, pas plus corrompu qu'ailleurs, il s'agit d'un malaise avant tout psychologique (voire psychopathologique) que le changement politique (changement de Premier ministre ; alternance ; changement de Président) se chargera de dissiper.

Pour les autres, cette insatisfaction protestataire est faite, plus profondément, de la conscience confuse d'une série de problèmes lourds que la classe politique, droite et gauche confondues, est incapable de reconnaître et de maîtriser.

De quel côté êtes-vous tenté de pencher ? Dans un parti comme dans l'autre, quels sont les éléments explicatifs qui vous paraissent les plus probants ? De quoi ce nouvel avatar du mal politique français vous semble-t-il principalement fait ?

Le Débat.

Le mal français ? Il est impossible d'en proposer un diagnostic simple et global. La dénonciation de la coupure entre la société et le système politique ? Elle est, certes, unanimement mise en avant. Bien des éléments plaident dans ce sens, les données conjoncturelles se mêlant là aux tendances plus lourdes. Les facteurs immédiats ne sont pas difficiles à appréhender. Ils se résument en une formule : l'usure du régime. Le changement de gouvernement n'est pas sans pouvoir jouer un petit rôle d'apaisement, mais

Pierre Rosanvallon est notamment l'auteur de *Le Moment Guizot* (Gallimard, 1984) et de *L'État en France* (Paris, Le Seuil, 1990). Il va publier à la rentrée *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*.

Cet article est paru en mai-août 1992, dans le n° 70 du Débat (pp. 198 à 201).

il ne modifie guère le fait central : l'épuisement d'un parti, la mise au jour de son vide intellectuel et, surtout, l'essoufflement de son grand timonier, replié sur son entourage de courtisans et de vieux grognards, régressant vers la tentation des jeux politiques et des habiletés tactiques. La critique des résultats de l'action gouvernementale a certainement aussi joué un rôle décisif : les neuf régions qui ont connu une hausse du chômage supérieure à la moyenne nationale de 1990 à 1992 sont celles dans lesquelles la baisse du parti socialiste aux élections régionales de mars 1992 a été la plus spectaculaire¹. Mais l'essentiel semble bien résider dans un rejet plus multiforme. C'est pourquoi la perspective d'une alternance, en 1993, ne suffit pas, on le constate, à annoncer l'éclaircissement de ceux politiques particulièrement plombés. Si la France est lasse du mitterrandisme plus que du socialisme à certains égards, elle affiche aussi un scepticisme plus profond qui vise le système politique en tant que tel. Tout a été dit à ce propos sur la politique trop éloignée des préoccupations quotidiennes des citoyens, le règne de la langue de bois, la coupure entre les représentants et les représentés, les querelles d'appareils prenant le pas sur la prise en charge des « vrais problèmes », la corruption de certains élus. Autant de phénomènes que les partis et les élus eux-mêmes ne songent même pas à nier. Le procès est facile à instruire, et il l'est en permanence. Il serait pourtant aussi superficiel que peu explicatif d'en rester à une analyse de cette sorte.

Posé en ces termes généraux, le diagnostic du mal français n'a, en effet, rien de neuf. Il accompagne, d'une certaine façon, la marche de la démocratie française depuis son origine. Et il n'y a d'ailleurs là aucune spécificité hexagonale. Parce qu'elle est en partie un métier, la politique moderne est partout soumise à une tension constituante entre proximité et distance vis-à-vis de la société. Une explication structurelle qui repose sur un facteur aussi essentiel ne permet pas de comprendre grand-chose. La coupure entre la société civile et la société politique ne peut pas seulement s'analyser comme une sorte de tension entre demande sociale et offre politique qui pourrait se résoudre dans la mise en œuvre de mécanismes de marché (alternance, modifications des programmes politiques, etc.). C'est justement dans ce constat que réside le problème. À l'intérieur même de cette tension structurelle de la politique moderne, on peut cependant essayer de repérer des phases de malaise plus prononcé. Les facteurs de « détente » que l'on pourrait qualifier de « naturels » renvoient aussi bien à l'économie qu'à la démographie des élites politiques. La perception de la sphère politique par la société est d'abord liée au phénomène de renouvellement des cadres : le changement des têtes équivaut à une sorte de remise à niveau périodique du système politique. Le niveau de distribution économique ou de redistribution sociale auquel l'État procède – ce qui est directement indexé sur la croissance – constitue, par ailleurs, une sorte d'indicateur certes rustique, mais très sensible, de la sollicitude que l'État manifeste vis-à-vis de la société. Une société en forte croissance et à renouvellement rapide de ses dirigeants politiques manifesterait ainsi un degré plus faible d'insatisfaction vis-à-vis des pesanteurs du système politique. Nous sommes aujourd'hui dans une situation exactement inverse. À gauche, l'usure du pouvoir accélère l'effet de vieillissement des dirigeants et à droite, les têtes n'ont guère changé depuis le milieu des années soixante-dix. La croissance restant par ailleurs faible, tout se conjugue actuellement pour accroître la tension naturelle entre la société et le système politique.

Le malaise français actuel me semble pourtant d'une autre nature que celui qui peut habituellement s'analyser sous la forme d'une alternance de phases de rejet et de relative adhésion. Il n'est pas vraiment comparable, par exemple, à celui qui accompagne la crise du système politique italien qui peut assez

1. Cf. *L'Expansion*, 2 avril 1992.

bien s'expliquer, elle, par une approche en termes de cycles de la déception politique. Trois facteurs viennent aggraver le malaise cyclique de la société face au système politique.

1) *La coupure croissante entre la macropolitique et la micropolitique*

Le global d'un côté, le local de l'autre : les deux univers sont dissociés. Il y avait autrefois un *continuum* clairement perçu entre les décisions de politique économique et la situation concrète de chaque individu. Au temps où la politique des revenus et des prix était au centre de l'action gouvernementale, les variations de pouvoir d'achat apparaissaient par exemple directement liées à la politique gouvernementale. Toutes les réformes « dépensières » (retraite à soixante ans, allègements fiscaux, mise en place d'allocations nouvelles, etc.) avaient, par ailleurs, un impact immédiat sur la vie quotidienne. Il n'en va plus de même aujourd'hui. En se limitant à la gestion des grands équilibres et à la définition d'un cadre favorable à l'action des agents économiques, la macropolitique, surtout en matière économique, ne produit plus d'effets positifs quotidiennement perceptibles, sauf pour les chefs d'entreprise, aux bénéfices clairement imputables. Les performances économiques globales peuvent du même coup être relativement bonnes, ce qui est le cas actuel, et le sentiment de malaise persister. Les bénéfices de la macropolitique sont diffus alors que ses coûts ou ses échecs ont une visibilité très forte, à travers le fait du chômage. Il n'y a pas à ce sujet de « mystère français » comme le suggèrent les journaux étrangers qui s'étonnent de la coexistence d'une économie en bonne santé et d'une société étalant son vague à l'âme. La macropolitique et la micropolitique sont désormais régies par des règles différentes.

2) *L'épuisement de la culture réformiste*

Il prolonge et aggrave les effets du phénomène précédent. L'idée de réforme, entendue comme déclenchement procédural d'un changement social, est en train de perdre toute consistance. La déception politique procède aussi pour une bonne part, me semble-t-il, des rendements décroissants du réformisme traditionnel. Le cas récent le plus spectaculaire a été celui de l'enseignement. Des milliards ont été dépensés en 1989-1990 sans produire d'effets véritables sur le système. Aucun effet de levier n'a apparemment joué, limitant les résultats d'une ambition sincère à un saupoudrage de primes aux enseignants et de subventions aux établissements. On le voit bien *a contrario* en matière d'emploi. C'est à partir d'une gestion individuelle des situations que le gouvernement espère avoir prise sur la réalité, conscient du fait que les procédures globales et les règles générales ne pouvaient plus transformer à elles seules les choses. Le réformisme procédural était adapté à une politique de distribution ou à une stratégie de modernisation (par la transformation de l'environnement légal et réglementaire), il ne l'est pas à une politique d'incitation ou de gestion des conduites. Nous touchons là au plus profond du rapport entre la politique et la société : l'appréhension des formes et des conditions par lesquelles la première peut agir sur la seconde. La question principale est bien, à ce propos, celle de la culture réformiste, plus que celle de l'idée socialiste. L'effondrement de cette dernière ne produit des effets aussi déstabilisateurs que parce qu'elle s'enracinait dans la première. Le socialisme n'est, en effet, qu'une sorte de prolongement et de radicalisation de la démarche réformiste. Derrière le rejet de l'*establishment* politique, il y a ainsi la nostalgie d'une politique qui continuerait à produire des effets directs et visibles, simplement commandés par la droiture de l'intention et le courage de l'action, dérivés d'un langage politique immédiat aux choses.

3) *L'opacité sociale croissante*

Elle conduit à exacerber les effets de dissociation. Le malaise politique provient, pour une part, d'un sentiment d'effacement des repères sociaux. D'où la tendance à la globalisation des jugements que l'on peut constater. Lorsque quelqu'un estime de façon impuissante et désabusée que « tout fout le camp », que « rien ne marche » ou que « c'est le bordel », c'est qu'il est incapable de formuler un diagnostic plus précis. Son malaise est d'autant plus grand qu'est forte son incapacité à démonter des mécanismes concrets ou à dénoncer un groupe social. Lorsque les ouvriers dénonçaient la bourgeoisie, ils inscrivait leur action dans un univers clairement balisé. Il devient aujourd'hui plus difficile de nommer aussi simplement les classes et de classer les réalités. Il y a vingt ans, quand on parlait de « banlieues rouges », on désignait à la fois un territoire urbain, une classe sociale et une appartenance politique. Quand on évoque aujourd'hui les « banlieues » tout court, on ne fait que désigner un problème flou et diffus et marquer une perplexité globale ; on ne dit plus rien de précis. D'où procède ce sentiment d'opacité ? De la complexification de la structure sociale, certainement. Mais pas seulement. Il tient aussi tout simplement à un déficit de connaissance. Au XIX^e siècle, l'État s'était appuyé sur une énorme masse d'enquêtes sociales pour s'adapter à ses tâches nouvelles dans une société bouleversée par la révolution industrielle. Dans les années 1950 et 1960, l'État keynésien-modernisateur n'aurait pu mener à bien sa tâche s'il n'avait eu à sa disposition l'appareil de connaissance statistique de l'I.N.S.E.E. et les études du Plan ou de la direction de la Prévision. C'était l'âge d'or des sciences sociales. Aujourd'hui, la société ne se connaît plus elle-même. Du même coup, il n'y a plus de prises par où la saisir, pour la mettre en mouvement. Sur ce dernier point au moins, il est possible d'avancer en redonnant aux sciences sociales le goût d'une véritable curiosité sociale.

Le malaise français ne relève donc ni d'un drame ni d'un psychodrame, il correspond seulement, au-delà des traditionnelles variations du cycle de la déception politique, à un changement des conditions et du sens de l'action politique. Il ne s'agit pas tant de retrouver la voie d'une problématique adéquation passée du système politique à la société que d'inventer peu à peu le langage et les instruments d'un nouvel âge du politique.

Pierre Rosanvallon.